

Circulaire n° 80-266 du 24 juin 1980

(Affaires financières : bureau DAF 4)

Texte adressé aux préfets, aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education.

Cotisations aux institutions de retraites complémentaires dont relèvent les maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement privé liés à l'Etat par contrat.

Références : décret n° 80-6 du 2 janvier 1980 ; circulaire n° 80-060 du 5 février 1980.

La circulaire susvisée du 5 février 1980 a précisé les modalités d'application du décret du 2 janvier 1980 fixant les taux des cotisations acquittées au profit des institutions gestionnaires des régimes de retraites complémentaires au titre des rémunérations allouées aux maîtres en fonctions dans des classes sous contrat des établissements privés, en invitant les services liquidateurs à se faire communiquer par ces établissements des états de répartition des maîtres entre le régime de retraite des cadres et les autres régimes de retraite complémentaire.

I. Il est rappelé, à cet égard, que, suivant les accords professionnels du 15 septembre 1965 pour l'enseignement secondaire et du 5 mai 1970 pour l'enseignement technique, l'affiliation au régime de retraite des cadres est ouverte dans les conditions suivantes :

1° Dans les établissements secondaires, tous les maîtres dispensant un enseignement du second degré sont affiliés au régime de retraite des cadres, si ce service d'enseignement est au moins égal au mi-temps.

Cette disposition est également applicable aux maîtres exerçant dans les classes de transition qui peuvent, jusqu'à la rentrée scolaire de 1980, subsister dans ces établissements.

2° Dans les établissements techniques, les maîtres sont affiliés à ce régime s'ils sont assimilés pour leur rémunération à une catégorie de personnel titulaire de l'enseignement public, ou à celles des maîtres auxiliaires de première ou deuxième catégorie, et s'ils assurent au moins un demi-service d'enseignement.

3° Les maîtres en fonctions dans l'enseignement primaire ne sont pas affiliés au régime de retraite des cadres.

Ce principe est également applicable :

a) Aux maîtres exerçant dans les classes élémentaires qui peuvent, jusqu'à la rentrée scolaire de 1980, être ouvertes dans les établissements secondaires : ces maîtres ne remplissent pas, en effet, la condition de dispenser un enseignement du second degré rappelée ci-dessus au 1 ;

b) Aux maîtres exerçant dans les classes de premier cycle (ex-cours complémentaires) qui peuvent, également jusqu'à cette date, être ouvertes dans des écoles primaires. Cependant, lors de la transformation de ces classes en collèges, les maîtres en cause doivent être admis au bénéfice de l'affiliation au régime de retraite des cadres, suivant les dispositions rappelées au ' 1 ci-dessus pour les personnels en fonctions dans les établissements secondaires.

II. Il faut toutefois noter que certains maîtres qui ne remplissent pas les conditions mentionnées au I, 1 et 2 ci-dessus, peuvent néanmoins bénéficier de l'affiliation au régime de retraite des cadres à d'autres titres.

En effet, suivant les règles fixées par l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), les salariés exerçant plusieurs activités, éventuellement auprès d'employeurs différents, bénéficient de l'affiliation à ce régime « dans la mesure où l'activité de cadre peut être considérée comme principale, c'est-à-dire si la partie de la rémunération versée à ce titre est plus importante ».

Il en résulte que l'affiliation au régime de retraite des cadres peut également être ouverte :

1° Au titre d'autres activités exercées par les maîtres dans leur établissement, voire dans un autre établissement privé sous contrat, qui ne font pas l'objet d'un contrat avec l'Etat et qui ouvrent droit à la qualification de cadre suivant les accords professionnels précités. Tel est notamment le cas des fonctions de directeur d'établissement et de certaines fonctions d'éducation, d'intendance et d'administration, exercées dans les établissements secondaires ou techniques ;

2° Au titre de ces mêmes fonctions si elles sont exercées dans des établissements privés hors contrat, ainsi que des fonctions d'enseignement accomplies dans des classes hors contrat et dans les conditions mentionnées au I, 1 et 2 ci-dessus. Les accords professionnels s'appliquent, en effet, à tous les établissements d'enseignement privé, qu'ils soient ou non liés à l'Etat par contrat ;

3° Au titre d'activités professionnelles exercées en qualité de cadre dans une entreprise, quelle qu'elle soit.

III. L'assiette des cotisations est constituée par l'ensemble des éléments de rémunérations allouées par l'Etat, y compris le supplément familial de traitement et les diverses indemnités (à l'exception, toutefois, des indemnités représentatives de frais).

Il est également précisé qu'il convient, dans tous les cas, de prendre en considération une assiette unique, en globalisant l'ensemble des rémunérations lorsque celles-ci sont attribuées pour des services fractionnés entre plusieurs établissements sous contrat.

Cette disposition demeure applicable dans le cas où les services ainsi fractionnés ne donnant pas tous lieu à la qualification de cadre, un maître bénéficie néanmoins de l'affiliation au régime de retraite des cadres à raison du service qu'il assure à titre principal. (Cette situation serait, par exemple, celle d'un maître assimilé pour sa rémunération à la troisième catégorie des maîtres auxiliaires assurant plus d'un demi-service dans un établissement secondaire, ce qui lui confère la qualité de cadre, complété par un service d'une durée inférieure accompli dans un établissement technique, ce qui n'ouvre pas droit au bénéfice de cette qualification, cf. I, 1 et 2, ci-dessus.)

En effet, les cotisations au régime de retraite des cadres ne sont dues que sur la fraction de rémunération excédant le plafond de la Sécurité sociale. La prise en considération d'une assiette unique est donc indispensable pour préserver les droits, au regard de ce régime, des maîtres dont le service est fractionné entre plusieurs établissements. De plus, selon les règles de coordination du régime de retraite des cadres et des régimes complémentaires de base, les cotisations, et leur répartition entre ces différents régimes, doivent toujours être calculées sur la totalité des salaires, même dans le cas où les salariés exercent conjointement plusieurs activités et ne bénéficient de l'affiliation au régime de retraite des cadres qu'à raison de leur activité principale.

IV. Il résulte de cette règle de l'assiette unique que, dans le cas particulier des maîtres affiliés au régime de retraite des cadres et qui ne perçoivent pas, de l'Etat, la totalité de leurs rémunérations, les précomptes des cotisations pourront nécessiter des régularisations. Les règles de coordination prévoient en effet que, dans de telles situations, les parts patronales et salariales des cotisations au régime de retraite des cadres et aux régimes complémentaires de base doivent être réparties entre tous les employeurs au prorata des rémunérations allouées par chacun d'eux.

Il appartiendra aux maîtres intéressés de s'assurer que vous disposez de tous les éléments nécessaires pour opérer ces régularisations, ceux-ci pouvant être fournis par les institutions de retraite dont ils relèvent, par l'établissement où ils exercent, éventuellement par leurs autres employeurs.

(BO n° 27 du 10 juillet 1980.)

<p>SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).</p>
